

DEUX ASPECTS D'UNE MÊME RÉALITÉ: L'ÉTAT ET LE CAPITAL...

En ces temps où on nous laisse entrevoir la possibilité d'en finir avec la clique gaulliste, ce n'est pas nous, anarchistes, qui allons nous désintéresser de la lutte contre ces ennemis des travailleurs et des quelques libertés qui nous restent encore. Si une «*politique*» de gauche se définit comme favorable aux travailleurs et à la liberté populaire, nous ne pouvons qu'être solidaires de la gauche. Mais pour les mêmes raisons nous ne pouvons que démasquer l'incapacité, voire la trahison des opportunistes parlementaires et des faux révolutionnaires.

L'échec des efforts de la gauche nous enseigne que dans les circonstances politiques actuelles notre théorie est encore la seule qui soit celle des travailleurs. Le problème, pour se débarrasser du gaullisme, n'est pas, comme une certaine «*gauche*» le prétend le choix d'une personnalité. Cette façon de voir est une habitude de méthode ou de propagande prise sous le gaullisme même. Ce n'est pas non plus, comme le prétend le P.C.F., le problème purement politique de réunir les «*forces*» (entendez les suffrages) nécessaires. Non, le problème est un problème social, c'est celui de la tactique ouvrière. Nous allons voir dans quelle mesure les tactiques des organisations de gauche peuvent être ouvrières.

TENTATIVES ET ÉCHECS DE LA GAUCHE NON COMMUNISTE

Ce qu'a fait l'échec de la candidature de Defferre, c'est, en dehors des intrigues de personnes, qu'il ne pouvait pas inscrire à son programme ce que lui demandait le parti communiste: entre autres choses, suppression de la force de frappe et laïcité de l'École. Ces difficultés, ne serait-ce seulement qu'à envisager de prendre l'État en main pour qui voudrait réaliser une politique contraire aux intérêts des sociétés engagées dans la force de frappe, nous rappellent que nous évoluons vers un capitalisme monopoliste d'État et qu'il y a une fusion, soit organique, soit simplement au niveau des intérêts entre un certain capital privé et le capital public. Ainsi, de plus en plus, l'État, qui était l'agent collectif de la bourgeoisie, devient le serviteur d'une fraction de celle-ci, des monopoles, qui l'utilisent pour éliminer les entreprises retardataires. En certains cas, les fonds publics servent eux-mêmes de capitaux à des entreprises monopolistes.

Cette fusion d'intérêts rend impraticable le système de la démocratie bourgeoise: l'État et le gouvernement qui le tient doivent, sous peine de périr, servir les monopoles, c'est-à-dire une certaine fraction de la bourgeoisie et aucune autre; et le jeu de l'alternance des fractions rivales de la bourgeoisie est condamné.

Est-ce à dire qu'il n'y a plus désormais qu'une seule solution politique possible, si la démocratie bourgeoise ne peut plus jouer? C'est certainement ce vers quoi l'on tend, mais cette fusion d'intérêts entre le capital public et le capital privé n'est pas encore achevée et on peut penser, comme Mitterrand semble le faire, qu'il y a toujours une «*reconversion*» possible des industries engagées dans la construction de la force de frappe. Quoi qu'il en soit, une telle «*reconversion*» ne se fera qu'au prix de concessions à l'impérialisme américain et «*demandera un effort au pays*», c'est-à-dire aux travailleurs. En effet, un passage de la conférence de presse de Mitterrand, qui brillait par ses phrases creuses et l'absence de propositions concrètes, était justement celui qui concernait la politique sociale.

LES POSITIONS DU P.C.F.

D'où l'attitude des dirigeants du P.C.F., qui souligne toujours le caractère monopoliste du capitalisme français sous de Gaulle, selon laquelle l'«*appui des travailleurs*» fournira à Mitterrand les forces politiques qui lui manquent pour s'engager dans la voie des réformes hardies. Cette tactique est liée à la théorie du passage pacifique du socialisme par «*l'élargissement de la démocratie*» et les nationalisations. En effet, il y a d'abord pour le P.C.F. le problème politique de réunir les voix qui éliront un gouvernement de gauche: il y a

celles des travailleurs. Puis il y a le problème stratégique de lui faire adopter un programme qui, par des mesures économique-sociales, réduirait les bénéfices privés et qui, en les redistribuant en partie aux travailleurs, en partie à l'État, permettrait de nouvelles nationalisations. Ensuite, un «*élargissement de la démocratie*» remettrait la gestion du capital national entre les mains des masses... et ce serait le «*socialisme*»!

Mais, en fait, un pays n'est jamais isolé, et il doit constamment soutenir les assauts économiques des autres pays. C'est-à-dire que l'État doit se conformer aux intérêts du capital national, que ce capital soit réparti entre plusieurs mains (régime bourgeois) ou qu'il soit tout entier aux mains de l'État (socialisme d'État). C'est pourquoi croire qu'un gouvernement peut «*choisir*» une politique plus ou moins favorable au prolétariat, c'est croire à la théorie bourgeoise de l'État qui est «*au-dessus*» de la société.

LE FAIT ET LA THÉORIE

L'existence même de nations antagonistes est une conséquence du système capitaliste, et l'intérêt de la Nation, c'est toujours l'intérêt du capital national, c'est-à-dire le contraire même de l'intérêt des travailleurs. Non, l'État n'est pas le représentant des différentes forces de la société, et par conséquent pas celui des travailleurs, il est le représentant du capital. S'il en avait été autrement, comment expliquer l'échec de Blum qui avait autant qu'il le voulait (et même peut-être plus) l'appui du prolétariat? Et si, en 1945, les tentatives révolutionnaires ont échoué, il est incontestable que c'est à la suite de cette confusion entre l'intérêt national et l'intérêt des travailleurs.

Toutes les réformes sociales que nous avons connues sont en fait conformes aux intérêts à long terme de la bourgeoisie: les allocations familiales pour procréer une main-d'œuvre à bon marché, des distributeurs de boissons sur les lieux de travail pour pouvoir «*bosser plus dur*». Même dans les pays où il n'y a pas de «*gauche*», la situation des travailleurs n'est pas plus mauvaise qu'ailleurs: aux États-unis, en Allemagne, etc...

Marx n'avait qu'une compréhension théorique de la situation ouvrière, c'est pourquoi il a désigné comme l'ennemi du prolétariat la bourgeoisie qui était à son époque la classe qui sous-tendait l'État, qui servait de médiation entre celui-ci et le capital, mais il n'a pas pu voir que la forme violente, concrète et immédiate du capital en lutte contre le travail, c'est l'État. D'où l'idée que l'État, de bourgeois, peut devenir prolétarien. Puisse la classe ouvrière se défaire de cette idée et voir que la seule voie possible, c'est l'action directe révolutionnaire et l'internationalisme prolétarien !
